

L'honorable ministre peut-il nous dire qui est responsable des longs délais apportés dans les versements aux municipalités et les sommes dues aux municipalités en vertu du programme des travaux d'hiver; est-ce le gouvernement fédéral, provincial ou les corporations municipales?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): J'ai promis de m'informer de cela, l'autre jour, en réponse à une question semblable.

LE CODE NATIONAL DU TRAVAIL

L'ÉLIMINATION DES DÉLAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Jeudi dernier, le député d'York-Sud s'est enquis des mesures prises quant aux demandes visant à la remise à plus tard de l'application des normes du Code national du travail. Je lui avais promis d'examiner la question et de le renseigner un autre jour.

A propos des salaires, on a rejeté huit demandes de délai sans en accorder aucune. Mon prédécesseur dirigeait alors le ministère. Au sujet des heures, on a accédé à une demande de délai, faite à la fois par l'employeur et le syndicat.

Le ministère est saisi de plusieurs autres demandes. Je compte en régler certaines avant la fin du mois. Dans certains cas, nous encourageons les deux parties à s'entendre pour présenter des opinions communes.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE DEUXIÈME RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DU SYNDICAT DES TRANSPORTS MARITIMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais poser une question au ministre du Travail. Nous dirait-il, s'il le sait, à quelle date on peut compter recevoir le deuxième rapport annuel, ou simplement le deuxième rapport, des administrateurs du Syndicat des transports maritimes?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): J'espère pouvoir le déposer vers le début de février.

LA RÉFORME PÉNALE

DEMANDE D'ÉTUDE PAR UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. J. Enns (Portage-Neepawa): Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Comme il est absent, je pourrais peut-être

la poser au premier ministre. Il s'agit d'un document présenté hier au réseau national de télévision au sujet des pénitenciers, et démontrant l'impénitence flagrante et alarmante de certains détenus. Cela, ajouté à l'accroissement des crimes, m'incite à demander si le gouvernement songe à charger un comité parlementaire d'examiner à fond toute la question de la réforme pénale.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Un comité de la Chambre, un comité permanent, sauf erreur, sera chargé d'étudier la question. Je dois ajouter que j'ai vu l'émission, et que certaines séquences m'ont troublé, comme elles ont sans doute troublé le député.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LES TEXTILES—L'ÉTABLISSEMENT POSSIBLE DE CONTINGENTS POUR LES TISSUS DE LAINE PEIGNÉE PROVENANT DE LA CHINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Nicholas Mandziuk (Marquette): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national concernant un article dans le *Journal* d'Ottawa du 21 janvier, paru dans la chronique de Victor Mackie et intitulé «Mécontentement des exportateurs de la Chine continentale». Le gouvernement a-t-il l'intention de déterminer des contingents pour les tissus de laine peignée provenant de la Chine au lieu de maintenir les droits antidumping qui font augmenter les prix de ces tissus à tel point qu'ils ne peuvent pas soutenir la concurrence de tissus semblables venant du Japon? Les Chinois sont assez inquiets et je suis sûr que les fermiers de l'Ouest, qui comptent sur ce marché pour leur blé, sont également assez inquiets.

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu l'article mentionné par l'honorable député. S'il le permet, j'aimerais le lire avant de le commenter.

M. Mandziuk: Je transmettrai l'article au ministre, mais je le prierais de ne pas oublier que le ministre des Finances, qui était ministre du Commerce en 1964, avait promis à la mission commerciale chinoise qu'il n'y aurait aucun obstacle aux importations chinoises.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA RADIODIFFUSION

LA CONSTITUTION D'UN ORGANISME PARLEMENTAIRE EN VUE D'Étudier LES PROPOSITIONS ET LES CRITIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au secrétaire